



## ETUDE

**LES POLITIQUES PUBLIQUES DE L'EMPLOI NE VISENT-ELLES  
QU'À CRÉER DES PETITS BOULOTS? PAR BERNARD ZIMMERN  
(49)**

Institut de recherche pour la démographie des entreprises. IRDEME.

Décembre 2015

S'il est une croyance qui s'ancre dans le grand public, c'est bien celle que le monde est de plus en plus inégalitaire et que c'est le rôle des politiques et de l'Etat d'y remédier.

Le principal chantre de cette croyance est Thomas Piketty ; il traque les inégalités depuis sa sortie de Normale sup mais il est seulement le plus connu d'une cohorte d'égalitaristes, économistes et sociologues ; ils forment un clan international se faisant écho les uns les autres, ce qui donne à leurs déclarations le sceau de la vérité puisque tous les répètent.

Il s'agit pourtant d'une imposture, autant par les statistiques qui ont été truquées que par l'interprétation qui en est donnée.

Ceci serait sans importance s'il s'agissait d'un simple débat théorique entre économistes mais, comme nous allons le montrer, cette erreur, ce mythe, est à l'origine du mal qui frappe massivement la France depuis 30 ans : le chômage.

La France est peut-être le pays qui a prêté aux discours des égalitaristes l'oreille la plus attentive ; car il vient au secours des étatistes, ceux qui vivent de l'Etat et de la redistribution, en leur donnant le couvert d'un combat pour la justice sociale, alors que c'est une campagne pour s'approprier légalement la richesse produite par d'autres.

L'aboutissement logique de cette prévarication est de tuer le moteur de ce qui a fait la force des pays développés, l'innovation incarnée dans la création d'entreprise.

Mais avant de comprendre comment cette campagne égalitariste aboutit à créer une société de plus en plus inégalitaire en créant un maximum de chômeurs, il faut d'abord comprendre comment se créent les emplois et le rôle que jouent les dispositifs fiscaux et les riches dans ces créations.

## **I. Qu'est-ce que la démographie des entreprises**

Un guide indispensable dans cette exploration est la démographie des entreprises, une discipline qui a maintenant une quarantaine d'années, née au MIT de Boston grâce à un chercheur atomique, David Birch, qui a utilisé des méthodes scientifiques pour la mesure de la naissance des entreprises et de leur liaison avec l'emploi.

L'on croyait à l'époque que c'étaient les grandes entreprises, celles qui faisaient toute la couverture de la célèbre revue Fortune, qui créaient les emplois.

Vers la fin des années 70, Birch a créé une véritable révolution dans les milieux économiques en montrant que ces entreprises perdent en moyenne des emplois et que ceux-ci naissent dans les petites et même très petites entreprises.

Comment a-t-il fait ? Tout simplement en utilisant des séries longitudinales, c'est-à-dire des banques de données qui suivent dans le temps les entreprises qui se créent, leurs effectifs, leurs fusions, concentrations ou disparitions.

C'était le début des ordinateurs et il a pu exploiter une banque de données toutes faites : le fichier de Dunn & Bradstreet qui suit toutes les entreprises pour être capable de connaître leur solvabilité et vit des fiches vendues à d'autres entreprises envisageant de rentrer en relations commerciales.

Ces séries longitudinales ont été développées depuis les années 70 dans la plupart des pays développés, à commencer par le Census Bureau américain, Destatis en Allemagne, l'ONS au Royaume-Uni. La France est l'un des rares pays développés ne disposant pas de telles séries.

Ces banques n'enregistrent toutefois que des données simples sur l'emploi <sup>1</sup> sans fournir de données sur les aspects financiers, importants pour le développement et la croissance des entreprises. Ces données sont cependant disponibles sur d'autres bases de données, généralement établies par des organismes privés, qui, dans ces séries longitudinales, incorporent bilans et comptes de résultats, parfois même des données sur les actionnaires. C'est le cas par exemple de la société hollandaise Bureau Van Dijk publiant des résultats de la plupart des pays de la Communauté sous le nom d'Amadéus ou du pH Group, récemment racheté par le groupe de cotation Experian et qui couvre depuis les années 80 les entreprises françaises et britanniques.

Ces banques de données sont précieuses pour déterminer le lien entre la croissance et les capitaux propres mis en œuvre. Aux USA, on peut citer comme importants dans ce domaine les travaux de la Kauffmann Foundation à Kansas City qui s'est spécialisée sur le rôle de l'entrepreneuriat sur l'emploi et la croissance.

Un dernier domaine de la démographie des entreprises où l'IRDEME semble avoir fait un travail de pionnier est de faire le lien entre fiscalité et financement et donc d'établir un pont entre les trois domaines qui jouent sur l'emploi : le dénombrement des entreprises et de leurs emplois, l'effet du financement sur ces entreprises, l'effet de la fiscalité sur ces financements.

Depuis sa création en 2005, l'IRDEME a consacré à ces recherches et dépouillement plus d'une dizaine de milliers d'heures et plus de 500.000 euros de consultations de bases de données.

Un exemple type de consultation a été de demander dans une période donnée définie par l'OCDE de 3 années consécutives de trouver les entreprises ayant augmenté leurs effectifs de plus de 20% par an, ayant au moins 10 salariés au début de la période de croissance, le nombre de ces entreprises dans la population générale des entreprises et les emplois créés.

Cette population correspond à la définition donnée par l'OCDE pour définir les firmes à forte croissance, en anglais les High Growth Firms ou HGF et permettre des comparaisons inter pays.

Le centre de recherche britannique Nesta a pu ainsi publier que ces HGF bien que constituant seulement 5,8% des entreprises employeuses avaient à elles seules créé un peu plus de la moitié des emplois au Royaume-Uni entre 2005 et 2008, autour de 1,5 millions.

---

<sup>1</sup> Ce qui ne manque pas de créer tout une série de problème car quand considère-t-on qu'une entreprise est née, faut-il compter les entreprises créées sans salariés qui sont souvent des enveloppes creuses ou seulement celles ayant au minimum un salarié (entreprises employeuses), faut-il compter les entreprises entièrement nouvelles ou aussi les réanimations d'entreprises mises en sommeil ? Ces questions ont été longuement débattues et figurent dans les normes internationales permettant les comparaisons.

Faute de conserver ces séries longitudinales, l'INSEE<sup>2</sup> n'a pu fournir de données comparatives mais nous avons pu le faire grâce aux fichiers du pH Group et trouvé 750.000, la moitié des Britanniques.

Un sous-groupe particulièrement intéressant des HGF est constitué des entreprises ayant moins de 5 ans au début de la période de croissance, sous-groupe que David Birch avait baptisé « gazelles » pour marquer que ces entreprises se développent rapidement et font l'emploi. Il s'avère en effet que même dans les entreprises employeuses, plus de 90% ne se développent guère après leur création car ce sont essentiellement des entreprises créées pour fournir des services de proximité comme laveries ou commerces et le plus souvent créées pour fournir un emploi au créateur et sa famille proche, les « entreprises créées par nécessité » (dans la décomposition qu'a établi le GEM -Global Enterprise Monitor-, qui compare le taux d'entrepreneuriat dans plus de 40 pays et a été créé par la Kauffmann, Babson College et la London School of Economics) par opposition aux entreprises créées par opportunité ou un entrepreneur se lance dans une entreprise car il voit un marché pour un nouveau produit ou un nouveau service et les limites de son marché ne sont plus le marché local mais le territoire national voire mondial.

Un des résultats les plus intéressants obtenus grâce au pH Group a été de montrer que non seulement les gazelles anglaises étaient deux fois plus nombreuses que les gazelles françaises et créaient 4 fois plus d'emplois mais de montrer que l'argent des Britanniques était beaucoup mieux utilisé que l'argent français mis dans les créations (voir résultats) ce que, faisant le pont avec les recherches sur les incitations fiscales, nous avons pu relier à la beaucoup plus grande efficacité des dispositifs fiscaux d'incitation britanniques.

## **II. Les principaux résultats obtenus à partir des dénombrements d'entreprises et d'emplois**

### **II.a) Les entreprises existantes ne créent pas d'emplois, seules les entreprises nouvelles le font.**

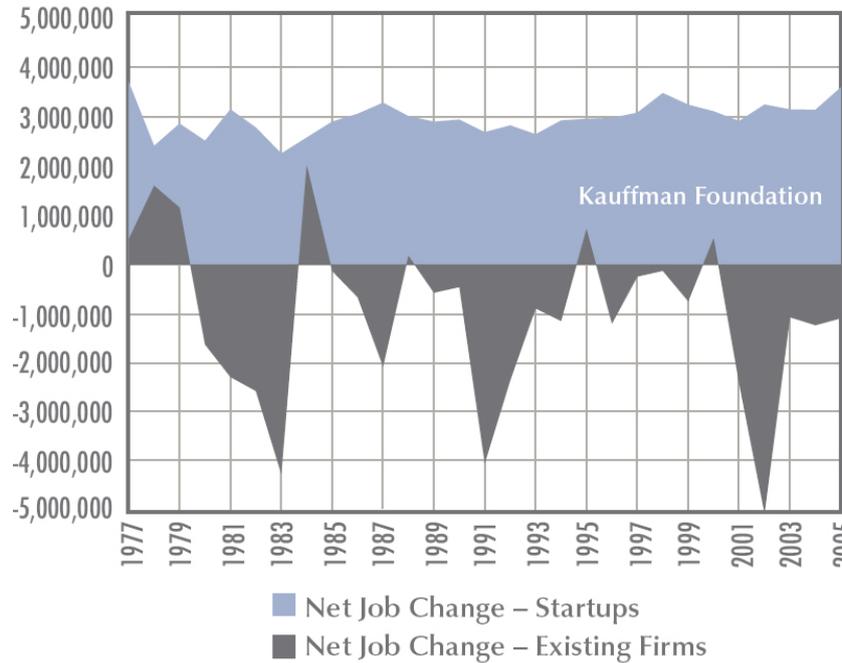
Ce résultat n'est que l'extrapolation d'une étude célèbre de la Kaufmann Foundation publiée en 2008 et que résume le graphique ci-dessous où on voit en grisé les emplois nouveaux créés annuellement par les entreprises employeuses et en noir celles des entreprises existantes : on voit que si les créations d'emplois par les entreprises nouvelles sont relativement stables, celles des entreprises existantes sont chaotiques, liées aux crises mais qu'au total, ces créations sont négatives. Sur une période d'environ 20 ans, les créations d'emploi ont représenté 3% des emplois existants, les pertes 1,2 % et le solde net 1,8%, suivant l'augmentation de la population active américaine et assurant le plein emploi (ce n'est plus vrai depuis 2008).

Ce résultat est assez logique et il suit la célèbre création destructrice de Schumpeter ; comme dans la vie des forêts, les grands arbres finissent pas mourir et être remplacées par les jeunes pousses. A condition d'en planter.

---

<sup>2</sup> L'INSEE a donné à l'OCDE pour l'année 2009 un résultat mais peu comparable car portant sur les entreprises de plus de 5 salariés, en se servant du fichier URSSAF mais s'est refusé à fournir ses données.

## Startups Create Most New Net Jobs in the United States



Nous avons pu étendre ces résultats à la France, au Royaume-Uni et à l'Allemagne (voir <http://www.irdeme.org/Seules-les-entreprises-nouvelles.html>) et avons retrouvé le même résultat qu'aux USA, une stabilité des créations d'emplois par les entreprises nouvelles et une perte chaotique par les entreprises existantes. Seule l'Allemagne échappe à la destruction des emplois par les entreprises existantes.

### II.b) Les créations comparées d'entreprises et d'emploi avec l'Allemagne, le Royaume Uni et les USA.

Depuis des années, l'INSEE met en avant que la France est devenue la plus créatrice d'entreprises en Europe avec près de 600.000 créations mais la plupart sont des créations d'entreprises sans salariés.

## Créations d'entreprises en France selon le nombre de salariés

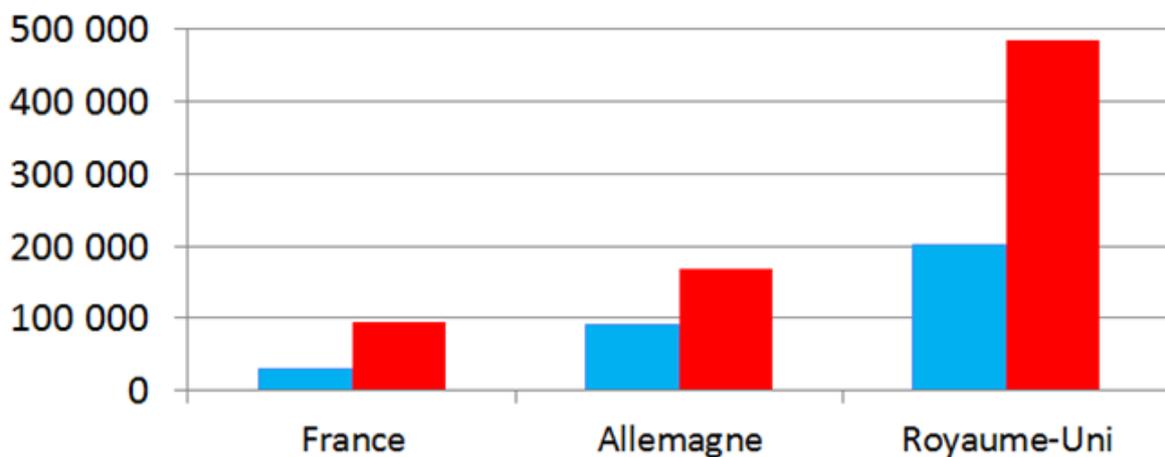


Source : INSEE, répertoire des entreprises et des établissements (SIRENE).

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles ; créations brutes.

A noter que le taux de création d'entreprises employeuses a chuté d'environ 40.000 avant la crise de 2008, ou elle était déjà moitié de celle de l'Allemagne ou du Royaume-Uni (voir rapport Vale OCDE 2006) à de 100.000 emplois créés contre près de 200.000 en Allemagne et de 500.000 au Royaume-Uni.

### Nombre d'entreprises employeuses créées en 2010 et nombre d'emplois salariés créés



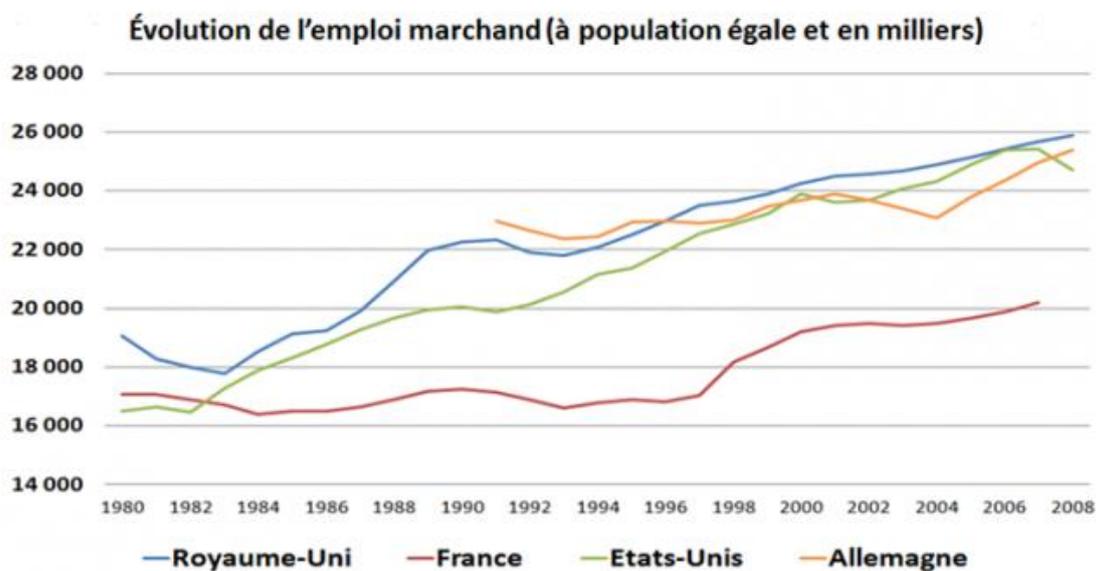
■ Nombre d'entreprises employeuses ■ Nombre d'emplois salariés créés

Sources: Eurostat ; champ: industrie, construction et services sauf les sociétés holding.

Après plus de 30 ans d'écart en création d'entreprises employeuses et d'emplois avec ses voisins, l'écart maintenant est énorme avec 19 millions d'emplois marchands en France contre 24 au Royaume-Uni et 26 à populations égales, soit environ un quart en moins.

Ceci se mesure très simplement en prenant les emplois totaux de chaque pays publié par l'OCDE et en retranchant l'emploi public également publié.

Pour ceux qui ont tendance à attribuer cet écart au jeu des emplois à temps partiel, disons qu'on retrouve le même écart de 25% si l'on prend le nombre total d'heures travaillées dans le secteur marchand.



Source: BLS, ONS, INSEE, Destatis

Emploi marchand: facturé via un produit ou un service, il finance les dépenses collectives

Emploi public: gratuit pour le consommateur, il est financé par les emplois marchands via les impôts et prélèvements

## II.c) Les conséquences

Cet écart est certainement le facteur le plus important des politiques économiques françaises car, aurions-nous un quart de l'emploi marchand en plus, ce serait plus de 300 milliards de plus dans le PIB et plus de 150 milliards de recettes fiscales et sociales, qui ferait disparaître notre déficit public.

Mais inversement, ce retard devient cumulatif car, avec 3 personnes travaillant dans le secteur marchand au lieu de 4, même si les dépenses publiques étaient proportionnellement les mêmes qu'en Allemagne, la part des charges publiques supportées par un travailleur du privé sont automatiquement un tiers plus élevées et mangent la part consacrée à l'autofinancement des entreprises qui est environ moitié plus faible (<http://www.ifrap.org/europe-et-international/divergence-economique-franco-allemande>)

### **III. Les études sur le financement**

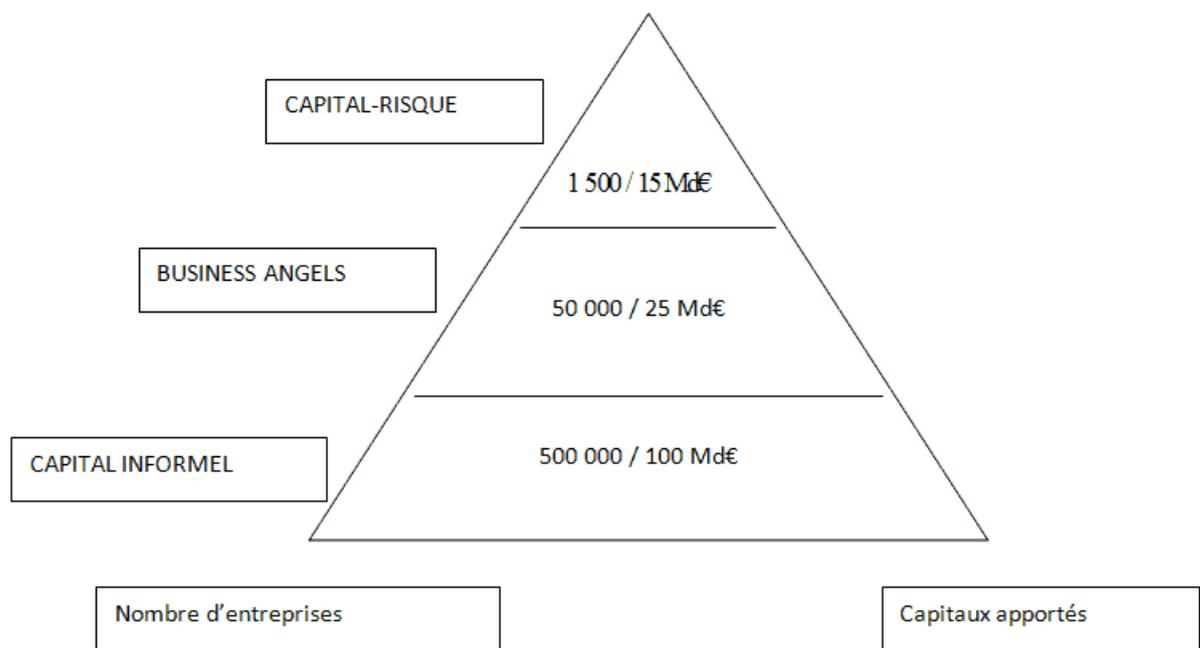
On sait depuis une bonne cinquantaine d'années, notamment depuis les lois votés par la Congrès américain sous le Small Business Investment Act (à ne pas confondre avec le Small Business Act qui est seulement tourné vers la protection des minorités) que dans le cheminement qui va de la naissance d'une entreprise à celle d'une entreprise cotée sur un marché, il y a plusieurs étapes du financement du capital, où les acteurs sont différents.

Le premier stade est celui du créateur aidé par les proches, qui permet de réunir jusqu'à 100.000 €, un troisième stade, pour les entreprises créées par opportunité, est celui du capital-risque, des organismes financiers (en France presque tous réunis dans l'AFIC) qui recherchent des occasions d'investir des montants par entreprise généralement au-dessus du million ou des deux millions d'euros car en-dessous, ce n'est pas rentable. Et, entre les deux, un deuxième stade de financement, la « traversée de la Vallée de la Mort », dont il s'est avéré que les seuls financeurs efficaces sont les Business Angels indépendants, des personnes privées dont la fortune se situe usuellement entre 2 et 20 millions d'euros, capables d'investir annuellement dans une création ou développement de jeune entreprise 100.000 à 1 million en étant capable de tout perdre sans bouleverser leur existence économique.

Ces BA apportent non seulement leur argent mais leur expertise et leurs réseaux sans encourir les frais d'organisations comme les banques ou les fonds de capital-risque.

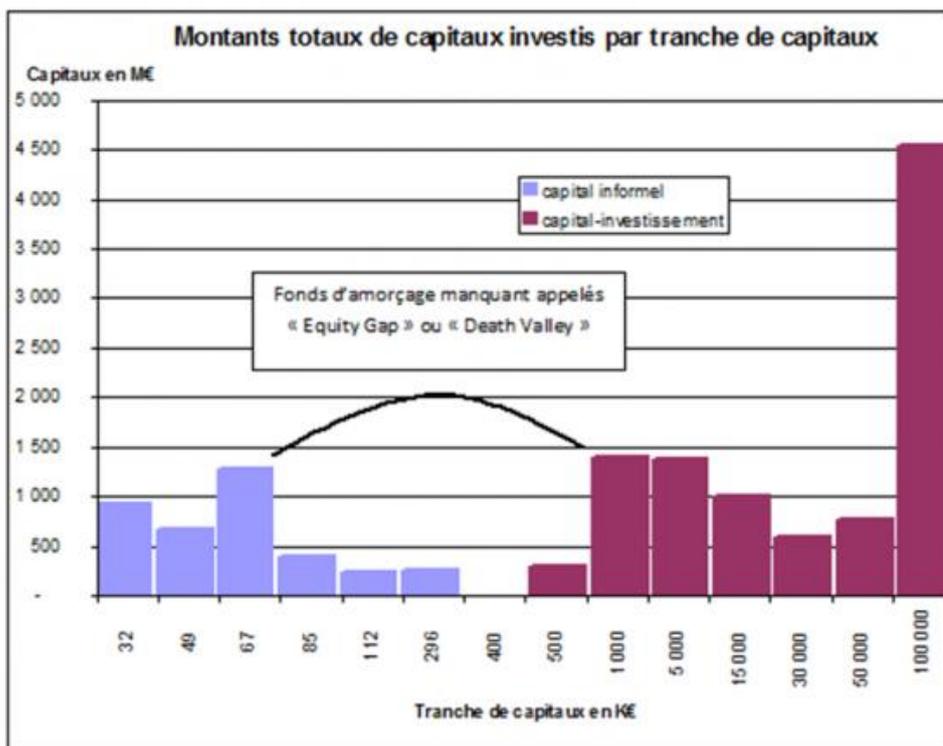
Il y en aurait 200 à 500.000 aux USA investissant annuellement de l'ordre de 25 milliards, probablement 20 à 30.000 au Royaume-Uni investissant de l'ordre de 2 à 6 milliards.

Cette décomposition des financements correspond assez bien aux créations d'emplois puisque seulement 6 à 8% des entreprises sont des entreprises créées par opportunité, qui ont donc besoin de capitaux pour se développer et que sur ces 6 à 8%, seulement 1 à 2% ont vocation à devenir une firme cotée et donc à faire appel à des capitaux de plusieurs millions.



C'est ce que présente la pyramide du financement des créations d'entreprises aux USA dans les années avant la crise de 2008.

Par opposition, on voit ci-dessous l'énorme trou que représente la traversée de la Vallée de la Mort en France, le manque de capitaux entre 100.000 et 1 million d'euros. Son total peut être évalué graphiquement entre 2 et 4 milliards ( par an) et, avec un coût par emploi créé d'environ 20.000 euros, correspond bien au manque de 100.000 à 200.000 emplois non créés tous les ans



La partie gauche de ce diagramme représente les montants totaux du capital social, levé par les entreprises à statut commercial en 2004, par tranche moyenne de capitaux ; et la partie droite les capitaux investis par les adhérents de l'AFIC en 2008 par tranche moyenne de capitaux.

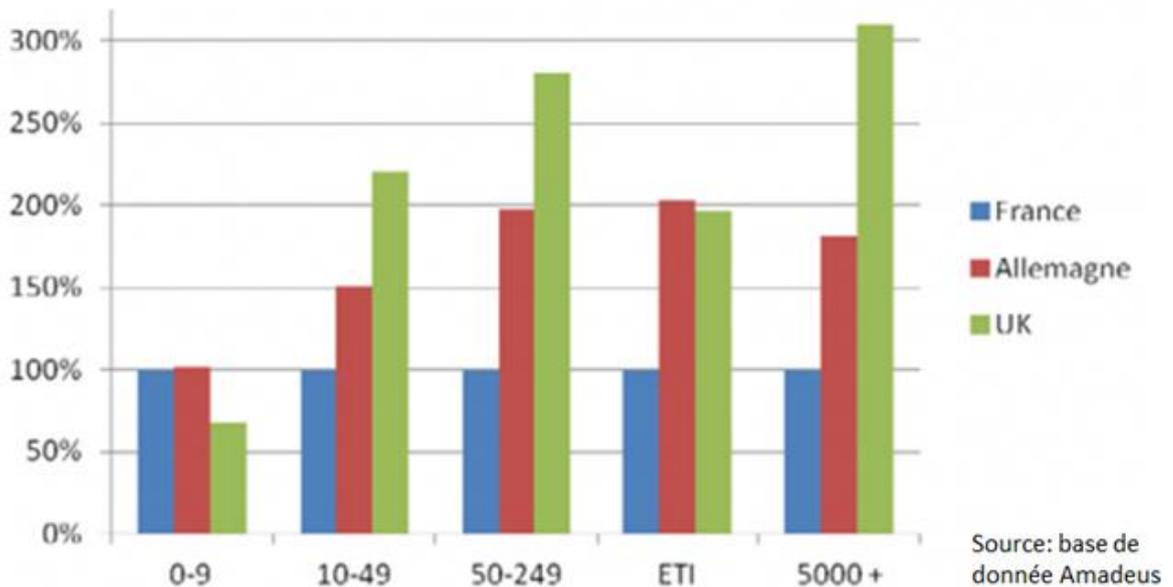
On voit que ces deux distributions ne se recoupent pas ce que l'on sait aux USA où le capital-risque n'investit plus depuis 1958 dans la création d'entreprise ; la National Science Fondation annonce 600 entreprises où le venture-capital (capital-risque) est intervenu à la création, alors qu'il se crée 500.000 entreprises par an aux USA dont de l'ordre de 50.000 avec financements de Business Angels.

Le "trou" entre ces deux distributions représente environ 4 milliards d'euros et est cohérent avec le fait que [la France manque à créer chaque année environ 200.000 emplois par apport aux Allemands](#). En effet, il faut entre 10.000 € et 20.000 € pour créer un emploi ce qui donne bien un "equity gap" de 2 à 4 milliards.

On peut soupçonner que le manque de cette marche des Business Angels en France a pour effet non seulement de faire manquer la création de 100.000 à 200.000 emplois par an mais conduit au nanisme de la chaîne des entreprises françaises. En effet, si l'on compare le nombre des entreprises allemandes ou anglaises par taille avec les françaises, on constate qu'au-dessus de 10 salariés, nous avons rapidement deux fois moins d'entreprises et que ceci touche non seulement les ETI (entreprises de taille intermédiaire, jusqu'à 5.000 salariés) mais encore plus les entreprises au-delà de 5.000 salariés.

La chaîne des entreprises françaises est atteinte de nanisme, vraisemblablement parce qu'en n'investissant pas assez pour traverser la Vallée de la mort, seuls survivent les buissons, pas les arbres.

#### Nombre d'entreprises par taille en Allemagne et au Royaume-Uni par rapport à la France en 2009 (France=100% pour chaque catégorie)



#### IV. Les études sur la fiscalité.

Les débuts de la vie d'une entreprise sont financièrement les plus risqués, la moitié des entreprises ayant usuellement disparu après 5 ans, le risque diminuant avec le grossissement. Attirer des capitaux vers les débuts est donc un devoir reconnu par la plupart des états ; et sachant que le capital-risque a reconnu depuis plus de 50 ans n'être pas rentable dans cette phase, à fortiori les agences étatiques ou la banques, que ce sont seulement les Business Angels qui le sont, les états ont multiplié les incitations fiscales pour encourager les individus à investir dans les entreprises en démarrage.

C'est ce qu'ont fait les Américains en créant la SubChapter S en 1958, un dispositif fiscal qui permet à tout investisseur dans une Sub S de déduire sa quote-part de pertes éventuelles dès leur apparition de ses revenus pour sa déclaration à l'IR et assurant l'investisseur qu'environ 45% de la perte éventuelle sera couverte par l'Etat (39% d'impôt marginal plus IR de l'état). Ceci a été au point de départ de l'explosion des Business Angels aux USA. Maintenant près de 100% des nouvelles entreprises se créent en Sub S ou en LLC, la même incitation mais pour des sociétés en participations. C'est ce qu'a fait la Commission Européenne (lignes directrices du 18 août 2006) en laissant les états membres libres de transgresser les règles de la concurrence en créant des avantages fiscaux à l'investissement dans des PECs (Petites entreprises communautaires : moins de 50 salariés et de 10 millions de bilan ou chiffre d'affaire).

C'est ce qu'ont fait les Britanniques en créant en 1994 l'EIS, Enterprise Investment Scheme, autorisant à déduire de son revenu pour le calcul de l'impôt sur le revenu jusqu'à 200.000 £ portés par étape au million et en supprimant tout impôt sur les plus-values après 3 ans de détention, mais en interdisant le bénéfice de ces mesures, dès l'origine, pour des créations sans risque avec une longue liste d'interdictions et en organisant un service spécial du Trésor britannique pour vérifier que les entreprises bénéficiaires vérifiaient ces exigences.

Par contraste, la France se créait la même année, 1994, un avantage fiscal similaire, dit Avantage Madelin mais en plafonnant la déduction à un montant 10 fois plus faible, mais sans aucune des restrictions britanniques et sans aucun contrôle.<sup>3</sup>

Avec 135.000 personnes déduisant du Madelin pour 6.500 euros d'investissement en moyenne en 2009, le dispositif français s'est révélé un instrument de défiscalisation, pas de création de Business Angels car on ne se donne pas à une entreprise pour des sommes aussi faibles. Et personne ne sait où est parti cet argent. Par contraste, les Britanniques observaient la même année qu'ils avaient 11.000 personnes défiscalisant en moyenne 75.000 £, soit environ 100.000 euros, affectés à environ 4.000 entreprises pour environ 300.000, la moitié étant financée deux ans de suite pour un total par entreprise de 600.000 £.

En ajoutant l'ISF-PME introduite en 2007, ceci aboutissait pour 2009 aux résultats suivants :

Dispositifs en 2009	Madelin	ISF-PME	EIS	Subchapter S/LLC
Principe	Déduction 25% investissement de l'IR	Déduction 75% de l'ISF	Déduction 20% de l'IR Pas de plus-value plus de 3 ans	Déduction pertes d'exploitation
Plafond déductible	50.000 €	66.666 €	500.000 £ / individu	Limite: montant investi
Contrôle a priori / rescrit	Non	Non	Oui	....
Montants investis 2009	700 M€	700 M€	700 M€	20 Mds \$
Coût pour le Trésor	150 M€	350 M€	150 M€	Gain de 70 Mds \$
Nombre de contribuables	135.000	90.000	11.000	....
Montant moyen investi	6.500 €	9.000 €	70.000 £	....
Nombre de gazelles 2005-2008	1.500		3.000	41.000
Emplois créés par les gazelles de 2005 à 2008	<b>50.000</b>		<b>200.000</b>	<b>1.375.000</b>

C'est donc un véritable désastre pour les finances publiques puisque nous dépensions 500 millions d'euros contre les Britanniques environ 200 millions (150.000 £) pour créer 4 fois moins d'emplois.

<sup>3</sup> On peut se demander si le maintien de plafonnements aussi ridicules n'est pas là pour éviter d'avoir à effectuer des contrôles.

## V. Bercy et les égalitaristes.

Il aurait été relativement facile au gouvernement français de remédier à ce désastre si la volonté d'y remédier avait été là. En effet, les résultats de la Sub S, comme de l'EIS ou les diverses études menées par l'IRDEME sur les retours d'avantages fiscaux en TVA montrent que l'Etat récupère environ 3,5 fois sa mois dès la première année sous forme de rentrées fiscales supplémentaires.

Mais l'obstacle principal a été la phrase souvent répétée par Bercy: il n'est pas question de mettre en place en France des dispositifs fiscaux qui permettent aux riches de devenir plus riches.

Ceci touche également les parlementaires qui pendant que la droite était au pouvoir de 2002 à 2012, n'ont pas osé supprimer l'ISF (qui encourage les riches à mettre leur argent dans des tableaux ou collections, mais pas dans des entreprises) et se sont contentés de voter des lois encourageant les petits boulots, comme le dispositif Borloo d'aide à la personne qui d'après la Cour des comptes a coûté extrêmement cher mais créé moins de 20.000 emplois.

La dénonciation des inégalités de revenus ou de fortunes est une campagne dont le principal héraut est devenu Thomas Piketty mais qui réunit une cohorte d'économistes idéologiques et d'organisations internationales qui comme Bercy vivent de l'argent public et ont donc intérêt à voir augmenter la redistribution.

Cette campagne serait non importante si elle n'aboutissait pas à créer l'inverse de ce qu'elle prétend défendre en créant l'inégalité suprême celle de ne pas avoir d'emploi, le chômage et en détruisant ce qui fait le ressort de l'économie dans les civilisations occidentales : l'entrepreneuriat ; il crée des riches mais crée aussi les dizaines de millions d'emplois qu'attendent les plus pauvres.

L'imposture des égalitaristes se mesure d'abord au truquage de données statistiques que nous avons déjà découvertes dans le graphique central de « *pour une révolution fiscale* » de T.Piketty où celui-ci démontre que Madame Bettencourt paie moins de contributions que les chômeurs, mais en oubliant simplement de dire que ni Madame Bettencourt ni les chômeurs ne sont sur ce graphique (manœuvre qui ne serait pas un oubli car nous avons reçu des témoignages disant qu'à la question mais votre graphique ne couvre que 20 millions de personnes, que se passe-t-il si on l'étend à 50 millions couvrant Bettencourt et les chômeurs, Piketty aurait répondu « cela ne change rien »).

Ces manipulations ont été très largement répétées dans tous les publications, y compris dans *le capital au XXIème siècle*.

Mais l'essentiel est que s'il est indubitable qu'il y a eu depuis les années 80 une montée des inégalités aux USA, Piketty & Co. Ne se sont jamais demandé si cette montée était bonne ou mauvaise.

Or, il y a tout lieu de penser qu'elle est bonne et simplement le reflet de l'explosion de l'entrepreneuriat grâce à la révolution du numérique, qui rappelle par sa dimension celle des chemins de fer, de l'électricité ou du pétrole à la fin du XIXème siècle ou au début du XXème.

Ce qui tend à valider cette thèse est la série des enquêtes Forbes sur les milliardaires qui montre que 67% des milliardaires américains étaient nés pauvres ou peu fortunés et se sont hissés dans les 400 milliardaires par leurs entreprises, leur travail ...et la chance, mais en créant ainsi des dizaines de millions d'emplois. Les 67% passent à 90% si l'on inclue leurs parents.

Comme les milliardaire ne représentent que 0,0002% des américains, nous avons été explorer ce qu'il en était pour une population beaucoup plus large, celle du 1% des Américains les plus riches ce qui est possible grâce à une enquête *Survey of Consumer Finance* publiée par la Federal Reserve américaine et qui est l'enquête qui mondialement est considérée comme la plus achevée même si certains défauts en sont bien connus.

L'exploitation de ces données montre qu'en effet le 1% s'est beaucoup plus enrichi dans les 30 années couvertes par l'enquête mais que contrairement aux affirmations sans en fait de base statistique par Thomas Piketty, cet enrichissement n'est pas dû à des salaires exorbitants mais aux risques industriels pris.

L'un des commentateurs de ces enquêtes, lui-même membre du clan des égalitaristes, exprimaient en 2010 sa surprise de constater que 74% de personnes figurant dans le 1% le plus riche étaient des petits entrepreneurs à la tête d'une entreprise qu'ils possédaient, et pas du tout des magnats de Wall Street.

Mais le plus intéressant est que ces mêmes enquêtes révèlent que plus de la moitié du patrimoine industriel américain est détenu directement ou indirectement par ce 1%, qu'ils sont plus importants pour l'économie que les autres grands acteurs financiers.

Il est extrêmement probable que ce sont ces petits entrepreneurs qui créent des entreprises et n'arrêtent pas comme on l'a vu, même pendant les crises, qui prennent des risques et qui créent des emplois, que ce sont ces petits entrepreneurs qui ont considérablement diminué leurs investissements suite aux campagnes menées contre les riches, l'accroissement de l'impôt marginal sur le revenu, celui sur les plus-values augmenté d'un tiers, la multiplication des interventions étatiques dont l'exemple est Obamacare, toutes mesures qui se présentent comme une menace contre l'entreprenariat et encourage ces petits riches à ne plus prendre de risque. On constate que malgré les taux d'intérêt proches de zéro du fait du *Quantitative Easing*, les demandes de prêts par les entreprises n'ont pas augmenté et qu'il y a une chute si forte des créations d'entreprise aux USA que le nombre total d'entreprises est en train de diminuer.

### **Où va l'argent ?**

C'est la question que nous posions déjà en 2001 dans les profiteurs de l'Etat en découvrant qu'avec des prélèvements obligatoires avoisinant 45% contre 35% aux USA, il y avait 2,3% du PIB redistribué aux pauvres en France contre 5% aux USA, et qu'en fait, en France, 11% du PIB de plus qu'aux USA partaient vers la fonction publique.

C'est à peu près le même résultat que nous avons retrouvé en comparant la redistribution en Grande-Bretagne et en France (<http://www.emploi-2017.org/les-pauvres-pigeons-de-la-redistribution-a-la-francaise,a0078.html> et <http://www.emploi-2017.org/les-pauvres-pigeons-de-la-redistribution-a-la-francaise-partie-2,a0082.html>).

La lutte contre les inégalités apparaît comme éthiquement indiscutable mais n'est-elle pas un business très bien organisé, qui ne rapporte pas seulement par les royalties d'édition de livres ?

## **CONCLUSION**

La France avec un nombre de milliardaires proportionnellement beaucoup plus faible que les Américains ou même les Britanniques, avec l'idée qui a infecté Bercy et paralysé nos parlementaires qu'il ne faut pas permettre à des riches de devenir plus riches, la France n'a-t-elle pas la preuve sous les yeux avec les chiffres que découvre la démographie des entreprises qu'elle fait fausse route grâce à des faux prophètes comme Thomas Piketty et que sortir du chômage, c'est encourager les riches à prendre plus de risques ?

## **MESURES PROPOSEES.**

- Créer un nouveau statut fiscal de la Jeune Entreprise de Croissance, inspiré de l'EIS (avant 2010) qui, délivré à une entreprise par la DFFiP, lui donne droit de bénéficier de versements à son capital par des investisseurs qui bénéficient à leur tour d'une déduction des revenus de l'année de 50% de l'investissement sans limitation de plafond.
- Suppression des taxations sur les plus-values réalisées sur la vente de titres de JEC après une détention de 3 ans
- ISF : suppression de l'ISF, ou sinon suppression de l'exemption des œuvres d'art et taux maximum fixé à 0,2%
- Libérer des réglementations étatiques les secteurs industriels qui peuvent avoir un gros impact rapidement sur l'emploi, notamment supprimer les restrictions pour autorisations d'établir des entreprises de services médicaux ne demandant aucun remboursement à la Sécurité Sociale.
- Demander à nos centres de recherche économique de mesurer le coût du risque, la prime d'assurance que devrait payer un investisseur dans une entreprise pour se couvrir contre une perte. Il semble qu'il n'y a aucune étude universitaire sur cette donnée essentielle.